



Communiqué de presse



Du théâtre engagé pour illustrer les besoins urgents des ménages mal logés à Lanaudière

Saint-Calixte, le 16 avril 2021 – Alors que la pénurie de logement locatifs fait rage dans Lanaudière, Action-Logement Lanaudière et le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) ont illustré les besoins des ménages locataires de la région, lors d'une performance théâtrale au parc Céline Gaudet cet après-midi. Ce parc se trouve à près de 150 mètres de deux des habitations des familles menacées par les hausses abusives de loyer de leur propriétaire - qui possède 70% du parc locatif de Saint-Calixte - craignant de ne plus être en mesure de pouvoir payer leurs loyers. À ce jour, c'est plus de quarante (40) foyers ayant le même propriétaire, mais demeurant aussi dans d'autres villes de la région qui se sont mobilisés pour contester ces augmentations de loyer abusives. Cette performance, basée sur un atelier tenu la veille avec des personnes locataires lanaudoises, s'inscrit dans le cadre d'une tournée du FRAPRU, en partenariat avec la compagnie Temps publics, dans plusieurs villes et régions du Québec. En plus d'attirer l'attention sur les crises du logement vécues par de trop nombreux ménages locataires, cette tournée vise à demander des investissements conséquents dans le logement social au gouvernement Legault dont le dernier budget n'est absolument pas à la hauteur des besoins pourtant criants, selon les organismes de défense du droit au logement.

Avec un taux d'inoccupation très en deçà du seuil d'équilibre de 3% dans plusieurs municipalités lanaudoises, telles que Joliette (0,5%), Rawdon (0%), Terrebonne (0,4%) et Lavaltrie (0%), la région n'est pas épargnée par la pénurie de logements, sans précédent en 15 ans, qui frappe le Québec actuellement. Cette situation a entraîné une augmentation des coûts des loyers moyens ces cinq dernières années, variant entre 15,33% (Joliette) et 22,75% (Lavaltrie) pour ces mêmes municipalités. Action-Logement Lanaudière craint que cette rareté des logements locatifs, doublée aux conséquences économiques de la crise sanitaire, n'aggrave les problèmes des ménages déjà mal-logés. « Lors du Recensement de 2016, 10 110 ménages locataires de Lanaudière avaient déjà des besoins impérieux de logement, parce qu'ils vivaient dans un logement trop cher, trop petit ou insalubre. Avec un revenu médian de moins de 18 000\$¹, comment peuvent-ils vivre convenablement avec les loyers qui explosent en ce moment? », interroge Marion Duval, représentante du Comité logement.

« Nous recevons actuellement beaucoup d'appels de locataires en détresse qui ont des difficultés à se trouver un logement, qui vivent des hausses de loyers abusives, comme les locataires de Saint-Calixte ou qui vivent des situations d'insalubrité qui mettent à mal leur santé », poursuit Madame Duval.

¹ Revenu des ménages locataires de Lanaudière ayant des besoins impérieux de logement selon les données du Recensement 2016 de Statistiques Canada commandées par le FRAPRU.

« Alors que le taux d'inoccupation est maintenant sous la barre du seuil d'équilibre de 3% dans toutes les régions métropolitaines de recensement (RMR) du Québec et que cette rareté des logements continue d'entraîner une hausse majeure du coût des loyers, le gouvernement Legault semble balayer la situation sous le tapis. », s'insurge Céline Magontier, organisatrice communautaire au FRAPRU. L'organisme rappelle que lors du dernier budget Girard, présenté le 25 mars, seules 500 nouvelles unités de logement social ont été budgétées. « C'est une goutte d'eau dans un océan de besoins. C'est d'autant plus indécent que les conséquences dévastatrices du mal-logement ont été mises en lumière durant la pandémie », explique Madame Magontier.

Il est clair pour Action-Logement Lanaudière et le FRAPRU que le gouvernement Legault doit rapidement changer de cap en investissant au plus vite dans un grand chantier de 50 000 logements sociaux en 5 ans, dont 1750 pour la région de Lanaudière. Les groupes de défense du droit au logement soulignent d'ailleurs le consensus rarement vu en faveur d'investissements ambitieux dans le développement de nouveaux logements sociaux, avec des appels en ce sens d'organisations provenant des milieux municipaux, féministes, environnementaux et économiques. Les organismes demandent également un meilleur contrôle des hausses de loyers sur le marché privé, mesure qui permettrait de contrer l'effritement du parc de logements locatifs encore abordables.

-30-

Informations ou demandes d'entrevues :

Céline Magontier, FRAPRU : 514 850-1431 (cell.)

Marion Duval, Action-Logement Lanaudière : 514-692-5655 (cell.)